

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le

**Adresse postale**

Services de l'État en Vaucluse  
DREAL PACA  
Unité Territoriale de Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

**Adresse physique**

DREAL PACA  
Unité Territoriale de Vaucluse  
Cité Administrative  
Bâtiment 1 – Porte B  
84000 AVIGNON

**Objet** : **Société SAS CONSERVES DE PROVENCE - LE CABANON**  
**chemin de Piolenc BP 6 - 84850 CAMARET SUR AYGUES.**  
**Proposition de mise en demeure de respecter l'arrêté préfectoral du**  
**22 octobre 1999 et 13 octobre 2000.**

**Pièces jointes** : 1 projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure  
Copie de la lettre de conclusion de la visite du 10 octobre 2012 adressée à  
l'exploitant.  
Copie des fiches d'écart

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**1- PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

La société fabrique une gamme de produits à base de tomates à savoir le double concentré de tomates, les sauces et les ketchups ainsi que les produits divers parmi lesquels on distingue la compote de pommes et les légumes secs (lentilles, haricots, pois chiches, etc...).

L'établissement fonctionne 24 h/24 h du lundi 2 h au vendredi 21 h. L'effectif actuel est d'environ 140 personnes.

## **2- CONTEXTE**

La société a fait notamment l'objet de plusieurs visites d'inspection les 28 septembre 2011 et 10 octobre 2012 à l'issue desquelles il a été constaté des non-conformités aux arrêtés préfectoraux du 22 octobre 1999 et du 13 octobre 2000 réglementant les activités agroalimentaires de la société implantée à CAMARET SUR AYGUES.

Ces arrêtés ont été ultérieurement complétés par différents actes administratifs (arrêtés préfectoraux et récépissés de déclaration), notamment par :

- l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2001 concernant l'exploitation des tours aéroréfrigérantes,
- le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 13 août 2004,
- l'arrêté préfectoral du 25 août 2004 concernant les mesures à prendre pour certains industriels en cas de sécheresse,
- l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2008 définissant des modalités de diagnostics des prélèvements et rejets des installations classées pour la protection de l'environnement en vue de la mise en place des dispositions de limitation des usages de l'eau et des rejets dans les milieux,
- l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2009 portant sur les substances dangereuses dans le milieu aquatique.

A noter que le site bénéficie du régime de l'antériorité pour la rubrique 2921 créée par décret n° 2004-1331 du 1er décembre 2004 (déclaration d'antériorité du 13 octobre 2005).

## **3 - CONSTAT**

### **3.1 Les précédentes inspections et le dossier de modifications notables déposé le 4 janvier 2011**

Les précédentes visites d'inspection et notamment celle du 28 septembre 2011 ont mis en évidence plusieurs non-conformités aux deux arrêtés préfectoraux précités. De plus, faisant suite au dossier de modifications notables déposé le 4 janvier 2011 à la préfecture du Vaucluse des remarques ont été formulées. Une synthèse de ces points est présentée ci-après.

#### **Les eaux résiduaires**

Il a été constaté que les eaux de nettoyage des sols et du matériel industriel rejetées ont un pH fortement basique (proche de 14). La mesure de la température n'est pas effectuée sur l'effluent avant rejet dans la station d'épuration mixte de Camaret.

#### **Les réseaux de rejet des eaux**

Les plans des réseaux des eaux (résiduaires, pluviales et de refroidissement ne sont pas actualisés).

#### **Les eaux pluviales**

Les trois réseaux d'eaux pluviales aboutissent à la rivière l'Alcyon et ne font l'objet d'aucun prétraitement avant rejet.

#### **Émissions sonores**

L'isolation de la chaufferie, le déplacement du compresseur à l'intérieur du bâtiment de la chaufferie et tous points générateurs de bruits doivent faire l'objet d'un traitement acoustique adapté en raison de la localisation de la société en centre ville.

#### **Odeurs**

La benne utilisée pour le stockage des boues de la station de prétraitement des eaux résiduaires n'est pas couverte et émet des odeurs perceptibles dans l'environnement du site.

#### **Pollution atmosphérique**

Les émissaires de rejet des effluents gazeux ne sont pas pourvus de dispositif de prélèvement des effluents.

#### **Eaux souterraines**

Elles ne font pas actuellement l'objet d'une surveillance périodique.

### 3.2 La visite d'inspection du 10 octobre 2012

A l'issue de la visite d'inspection sur le site effectuée le 10 octobre 2012 dont le thème était, en partie de vérifier la mise en œuvre d'actions visant à supprimer les écarts constatés des années précédentes et les remarques formulées sur le dossier de modifications notables déposé le 4 janvier 2011, il a été noté que des écarts et remarques avaient fait l'objet de mises en conformité, à savoir :

- la benne de stockage a été déplacée et est désormais couverte. Nous n'avons pas constaté d'odeurs particulières lors de l'inspection,
- La sonde de température a été mise en place sur le rejet des eaux résiduaires en sortie de la station de prétraitement interne,
- Les plans des réseaux des eaux (les plans des eaux résiduaires, pluviales et de refroidissement ont été partiellement mis à jour),
- Le rejet des eaux pluviales issues du pont bascule a été condamné.

Toutefois les réseaux étant anciens, il est souhaitable que les justifications soient apportées en matière de traitement des eaux pluviales qui doit respecter la doctrine de la Mission Inter Service Eau et de la Nature (MISEN), avant rejet dans le milieu naturel.

### **4. PROPOSITION ET CONCLUSION**

Au terme de la visite d'inspection du 10 octobre 2012, des non-conformités aux arrêtés préfectoraux du 22 octobre 1999 et du 13 octobre 2000 subsistent.

Elles sont reprises et synthétisées dans le tableau ci-après :

Insp. du 28/09/11	Insp. du 10/10/12	Non-conformités relevées	Références réglementaires (arrêtés préfectoraux)
Fiche écart n°2	Fiche écart n°1	Le pH des eaux résiduaires avant rejet dans la station d'épuration mixte de Camaret n'est pas conforme	Article 6.5.5 de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2000
Fiche écart n°5	-	Les eaux pluviales ne font pas l'objet d'un traitement avant rejet dans le réseau pluvial	Article 6.5.3 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1999
Fiche écart n°1	Fiche écart n°2	Les niveaux sonores émis en période diurne et nocturne ne sont pas conformes à la réglementation	Article 7 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1999
-	Fiche écart n°3	Il n'existe pas de dispositif de prélèvement pour la mesure des effluents gazeux	Article 5.4 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1999
-	Fiche écart n°4	Surveillance des eaux souterraines	Article 6.5.8 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1999

Considérant ce qui précède, l'inspection des installations classées propose d'engager, conformément à l'article L.514-1 du code de l'environnement, la procédure visant à mettre en demeure l'exploitant de satisfaire, selon un échéancier de réalisation proportionnel aux enjeux, aux prescriptions citées dans le tableau pré-cité. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été rédigé en ce sens et est au joint au présent rapport.

L'inspecteur des installations classées,